

voulons que les gens collaborent. Je pense que, sans la direction du ministère, les choses iront beaucoup mieux.

On peut parler des EDER. Il y a trois ou quatre semaines, le premier ministre a fait une annonce importante à Brandon, au Manitoba. Il nous a dit que l'orientation du programme EDER avait changé. Les quatre provinces de l'Ouest vont se partager également 242 millions de dollars. L'utilisation de ces fonds sera négociée avec le Bureau de diversification de l'économie de l'Ouest et, en particulier, avec M. Mayer, le ministre. Celui-ci s'est intéressé personnellement à cette affaire et semble s'entendre merveilleusement, non seulement avec ses collègues de l'Ouest au Cabinet, mais encore avec ses homologues provinciaux. Les affaires vont rondement. Venant du Manitoba et compte tenu des témoignages qui ont pesé en notre faveur, je sais que l'on veut relancer le développement du Manitoba rural par l'entremise du Programme de diversification de l'économie de l'Ouest, que je qualifie de nouvel EDER.

• (1730)

Nous travaillons à assurer la survie des collectivités rurales du Manitoba. Nous voulons qu'elles durent. Nous voulons que les gens s'y installent. Nous voulons que l'industrie y reste. Nous voulons donner aux secteurs industriels du sud du Manitoba la possibilité de prendre de l'expansion. Nous ne voulons pas perdre ces entreprises. Avec l'aide du gouvernement manitobain, le Programme de diversification de l'économie de l'Ouest va insuffler cette volonté de survivre aux collectivités rurales du Manitoba.

Nous nous penchons aussi sur d'autres questions intéressant le Manitoba. Pour ma part, je suis le grand défenseur du secteur des communications. Nous examinons le secteur culturel, l'industrie minière et le secteur de l'exploitation forestière. Tous ces intérêts existent au Manitoba et vont bénéficier des fonds prévus dans le cadre du Programme de diversification de l'économie de l'Ouest ainsi que de l'aide du gouvernement provincial. Je suis sûr que nos efforts seront absolument couronnés de succès.

Bref, le gouvernement s'intéresse également au développement de toutes les régions du Canada, qu'il s'agisse de l'Ouest, de l'Est grâce à l'entente FEDNOR, ou du sud de l'Ontario. Nous ne nous contentons pas d'octroyer des subventions. Nous croyons au partage des coûts et des responsabilités. Nous encourageons les milieux d'affaires

### *Les crédits*

à participer au développement, à pousser à la roue, à ne pas attendre passivement de l'aide, mais à avoir la satisfaction d'accomplir quelque chose. Je suis heureux d'avoir eu l'occasion de parler de ce sujet important, surtout pour les gens du Manitoba et de l'ouest du Canada.

**M. Ray Funk (Prince-Albert—Churchill River):** Madame la Présidente, j'ai écouté les commentaires du député avec intérêt. Même si son bureau est situé dans le même édifice que le mien sur la colline du Parlement, après avoir écouté son discours, je pense que nous vivons dans deux mondes différents, dans l'ouest du Canada. L'ouest du Canada dans lequel je vis considère que le gouvernement ne le traite pas bien du point de vue du développement régional. Les faits le prouvent, en Saskatchewan, en tout cas.

Trente-trois mille personnes ont quitté la province l'an passé. Trois cents localités sur cinq cents ont vu leur population diminuer. Il y a dans la province un sentiment de désespoir et de découragement que je n'ai jamais vu durant toutes les années que j'y ai passées et que les gens qui y ont vécu dans les années trente n'ont pas connu non plus. Personne n'a jamais trouvé les perspectives d'avenir dans la province aussi décourageantes que maintenant.

Nous voyons ce que l'idéologie conservatrice fait à cette province, maintenant que nous avons des conservateurs au gouvernement fédéral et au gouvernement provincial. La dette était nulle en Saskatchewan, au temps du NPD, et les budgets ont été équilibrés pendant 11 années de suite, alors que les citoyens de la province doivent maintenant supporter une dette de plus de 4 milliards. Les conservateurs avaient pourtant prétendu qu'ils feraient le contraire, en 1984. Ils disaient toujours que les taux d'intérêt élevés faisaient du tort à l'ouest du Canada, que cela faisait sortir l'argent des Prairies, de l'ouest du Canada, des régions productrices de ressources naturelles, en direction de Toronto d'où il était de plus en plus difficile de le faire revenir. C'est toujours le cas.

Le député se vante au sujet de la déréglementation. Il sait certainement que bien des localités qui possédaient un système de transport bien organisé n'en ont plus aujourd'hui. L'industrie du camionnage périclite. Seuls les principales localités sont desservies. Les petites sont négligées. Le transport aérien y est maintenant assuré exclusivement par des transporteurs régionaux utilisant de petits avions, ce qui décourage les gens de venir là pour affaires. Nous voyons le revenu agricole diminuer progressivement. Certes, il y a eu d'autres facteurs. Les